



Insights on today's global dairy business from the Hoogwegt companies

QUESTIONS DE MARCHÉ

OMC ou ALE : où en est-on en 2011 ?

Bonne année à tous ! Cette année démarre et il est question de redoubler d'efforts dans les mois à venir pour relancer les négociations au point mort du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il semble que nous ayons été souvent confrontés à cette situation durant cette dernière décennie depuis le démarrage du cycle Doha, mais les responsables du processus de l'OMC estiment que les excuses pour bloquer le processus ces deux dernières années ne sont à présent plus des obstacles.

Doha : un processus pesant

Le cycle Doha a formellement été lancé en 2001, mais il a progressé lentement pour obtenir l'assentiment des intervenants sur son cadre de travail préconisant le changement. Plusieurs importantes réunions ministérielles n'ont pas permis d'établir le consensus sur des points clés, obligeant les animateurs de l'OMC à tenter de trouver un terrain d'entente pour répondre à la diversité des positions et des groupes d'intérêt. Le fait de devoir parvenir à accorder plus de 150 membres a pesé, en soi, sur le processus.

Le cycle Doha commença à patiner dans le milieu de l'année 2008, les négociateurs n'étant pas parvenus à concilier les points clés de différence affectant les échanges agricoles entre les principaux acteurs.

Après l'échec des négociations, les principaux acteurs n'ont cessé de se renvoyer la balle, n'améliorant pas les perspectives de trouver des solutions rapides. La reprise des négociations s'est ensuite détériorée, en raison d'élections majeures aux Etats-Unis, en Europe et en Inde, affectant la capacité des principaux acteurs à s'engager dans un processus pour aller de l'avant, avant même d'envisager de résoudre l'impasse. Autour de la table, certains ont montré du doigt d'autres actions, telles que diverses mesures protectionnistes de certains pays ainsi que le vote du projet de loi agricole aux Etats-Unis en 2008, et s'en sont servi pour remettre en cause l'espoir d'une quelconque progression.

Les accords de libre-échange offrent-ils de meilleurs résultats ?

Puisque le processus du cycle Doha s'est ralenti pour totalement stagner, le débat s'est mis à faire rage parmi les analystes pour savoir si les accords de libre-échange (ALE) pouvaient offrir de meilleurs résultats pour la libération du commerce, y compris celle des produits laitiers, dans le cas où les négociations du cycle de l'OMC n'aboutiraient pas.

Certains accords de libre-échange entérinés ces dernières années ont pesé sur le commerce des produits laitiers, le plus marquant sans doute étant celui entre la Nouvelle-Zélande et la

Chine, qui a facilité pour la Nouvelle-Zélande l'accès au marché chinois dans une période où l'industrie chinoise essayait toujours de se remettre des effets de la crise de la mélamine. Des accords de libre-échange dans certaines régions du monde ont aussi vu le jour mais, comme cela a été le cas pour le Trans Pacific Partnership (TPP) de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), leur impact est pour l'instant minime, voire incertain.

Principaux accords de libre-échange conclus depuis 2008

- Nouvelle-Zélande et Chine (2008)
- Nouvelle-Zélande, Australie et ASEAN (2009)
- Etats-Unis et Corée du Sud (2010)
- Europe et Corée du Sud (2010)
- Partenariat économique trans-pacifique (TTP) de l'APEC (2010)

Importants marchés potentiels pertinents en préparation

- Nouvelle-Zélande et Japon
- Australie et Japon
- Nouvelle-Zélande et Russie
- Europe et Mercosur

Un grand nombre d'accords de libre-échange sont actuellement en cours de négociation et de développement, avec divers effets sur le commerce des produits laitiers en termes d'étendue du traitement préférentiel pour les produits laitiers et des échéances pour la mise en œuvre intégrale.

Bien des sujets auxquels s'attachent les accords de libre-échange reposent sur le fait de sécuriser l'accès aux marchés grand public des pays en développement. Plus de 100 accords indépendants sont en cours de négociation, impliquant l'Asie du Sud-Est ainsi que la région Asie-Pacifique, rendant toute analyse de leur efficacité relative particulièrement complexe.

L'Union européenne et la Nouvelle-Zélande ont été particulièrement actives dans la poursuite de ces accords. Les Etats-Unis ont été quelque peu handicapés par leur structure politique complexe et les hauts et les bas de l'opinion politique. Dans le même temps, le nouveau gouvernement en Australie a signalé qu'il examinait sa position sur la politique commerciale étant donné son manque de succès, ayant un large éventail de marchés potentiels sous le coude avec toutefois des réalisations concrètes limitées par rapport à ses concurrents.

PREVISIONS HOOGWEGT

	Prix Moyens U.S.A			Prix moyens U.E			Prix moyens Océanie		
	\$/ton	\$/lb	Tend	\$/ton	\$/lb	Tend	\$/ton	\$/lb	Tend
SMP	3.250	1,47	Ferme	3.760	1,71	Hausse	3.500	1,59	Hausse
FCMP / WMP	3.860	1,75	Ferme	4.785	2,17	Hausse	4.300	1,95	Hausse
Beurre	4.895	2,22	Stable	5.425	2,46	Stable	5.100	2,31	Hausse
Cheddar	3.760	1,71	Ferme	4.425	2,01	Hausse	4.200	1,91	Stable
SWP	1.040	0,47	Ferme	1.300	0,59	Hausse			
Lactose	770	0,35	Stable	1.040	0,47	Hausse			

Prix U.S.A. ex-works / y compris subvention CWT attendue, si applicable ; prix mondiaux

FOB port principal ; EUR/USD : cette semaine 1,365

COMMENTAIRE MONDIAL

La semaine dernière, la demande globale s'est ressaisie après la saison des fêtes avec des prix fermes à l'échelle internationale pour l'ensemble des produits laitiers. Les enchères gDT cette semaine se sont montrées stables pour les prix du lait entier en poudre (FCMP) et des matières grasses laitières anhydres (AMF). La poudre de lait écrémé (SMP) a augmenté de 5,6 % pour le contrat 1, sans surprise. Aux Etats-Unis, le beurre est resté stable à des prix record, ou à peu de choses près, et le cheddar s'est vendu à des prix plus élevés au CME. Le lait en poudre dégraissé (NFDM) aux Etats-Unis a également augmenté en raison d'une demande interne accrue et un resserrement de l'écart avec les prix de l'Europe et de l'Océanie. L'offre semble juste comparée à une production clairement plus importante sur la côte ouest des Etats-Unis. Les producteurs européens se sont vu également donner une raison suffisante pour être franchement optimistes en ce qui concerne les développements du marché dans un avenir proche ; les prix du gouda ont continué à grimper régulièrement. Les prix du lait en poudre et du beurre européens se sont consolidés grâce à un carnet de commandes percutant. L'augmentation de la production de lait en Europe au cours des quatre à cinq derniers mois de 2010 a fait son chemin jusqu'aux consommateurs de façon plus rapide que prévu. L'augmentation à l'échelle mondiale de la plupart des prix des produits de base n'épargne pas le secteur du lait. La bonne nouvelle est que les agriculteurs peuvent continuer à investir dans davantage de production dans la mesure où les prix à la production du lait compensent les coûts plus élevés des aliments.

L'ESSAYER C'EST L'ADOPTER

Achever le cycle Doha : quels sont les enjeux ?

Le cycle Doha a tenté de rallier l'opinion sur un certain nombre de facteurs afin de faire avancer le libre-échange unilatéral. Ces facteurs incluent :

- Réduction des tarifs établis en utilisant des « bandes » basées sur les niveaux de tarifs préexistants
- Suppression des subventions à l'exportation et d'autres mesures de soutien
- Réduction du nombre de mesures de soutien interne qui faussent les échanges (subventions)
- Dispositions pour le traitement séparé des produits « sensibles » (pour tous les pays) et « spéciaux » (pour les pays en développement)

Le cadre de travail de 2008 a défini cette structure et les zones de chiffres dans lesquelles les parties étaient prêtes à négocier. S'il y a pu avoir convergence sur la plupart des éléments d'un accord, les discussions de juillet 2008 n'ont en fin de compte abouti à rien. Les Etats-Unis, l'Inde, la Chine et d'autres pays en développement n'ont pas été d'accord sur l'application et l'étendue des produits censés bénéficier d'un « traitement de faveur » ni des mesures de sauvegarde supposées protéger les travailleurs et les agriculteurs dans les pays en développement.

Entre-temps, toutefois, d'autres progrès ont été faits et l'on a vu, par exemple, l'Union européenne s'engager sur la réforme de son secteur laitier ainsi que des changements pour les subventions en matière de sucre et de coton américains, ce qui pourrait affecter le désir d'avancer. Le fait qu'il n'y ait aucune

grande élection en 2011 donne une raison de plus d'espérer.

La pression pour conclure le cycle Doha se fait sentir à un moment où les prix des matières de base pour la nourriture augmentent à des niveaux historiquement élevés, l'indice des prix alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dépassant les records établis en 2008. Si les prix plus élevés et le resserrement de l'approvisionnement des denrées alimentaires peuvent théoriquement favoriser la réduction des obstacles au commerce pour améliorer la sécurité alimentaire, cette situation peut aussi affecter les perspectives pour un accord unilatéral.

Lorsque les prix des aliments ont connu des hausses en 2008, un certain nombre de pays ont mis en œuvre des politiques protectionnistes afin de protéger les consommateurs des effets des prix élevés pour les denrées alimentaires. Cela incluait des actions spécifiques affectant le commerce des produits laitiers, dont la levée des droits et taxes d'importation ou l'imposition de restrictions sur les exportations. Ces pressions sont pertinentes pour l'un des désaccords essentiels qui a engendré l'impasse de 2008 et il sera intéressant de voir si les négociateurs auront développé un moyen d'adresser ces risques.

Les récentes déclarations cordiales faites par les leaders du G20 de s'engager à conclure le cycle Doha en 2011 sont un point positif, certes, mais raviver des négociations productives pour resserrer les écarts est une toute autre histoire.

Le saviez-vous ?

- Environ 5 % du lait de vache produit à l'échelle mondiale s'échange sur les marchés internationaux.
- Les exportations de produits laitiers des Etats-Unis vers l'Asie du Sud-Est pour la période de janvier à novembre 2010 évaluée à 640 millions de dollars sont en hausse de 150 % par rapport à la période comparable de 2009, selon les derniers chiffres des exportations.
- Si les prix de marché mondiaux se sont sérieusement améliorés par rapport à l'an dernier, la production de produits laitiers en Australie a été limitée en raison d'un temps excessivement humide et d'un manque de vaches supplémentaires. Les exportations de produits laitiers pour la période 2010-11 sont à ce jour de 0,4 % inférieures à celles de l'an dernier.

Hoogwegt Horizons est une publication de Hoogwegt Groep B.V. Les informations ont été réunies à partir de sources fiables, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à la précision d'une quelconque donnée figurant dans le rapport. © 2011. Reproduction uniquement sur autorisation. Hoogwegt Groep B.V., P.O. Box 30242, 6803 AE Arnhem, Pays-Bas, +31263884802. Pour toutes informations : mail@hoogwegtgroep.nl